Règlement fixant les normes et directives concernant les constructions scolaires

du 23 mars 2005

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu les dispositions des articles 8, 27, 111 à 113, 118 à 120 de la loi sur l'instruction publique du 4 juillet 1962;

vu la loi sur les subventions du 13 novembre 1995 et l'ordonnance du 14 février 1996;

vu le règlement concernant l'octroi de subventions diverses du 13 janvier 1988;

vu la loi concernant l'adhésion du canton du Valais à l'accord intercantonal sur les marchés publics du 8 mai 2003;

vu le règlement concernant l'inspection de l'enseignement du 23 mars 2005;

vu le règlement sur le statut de la commission scolaire du 9 janvier 1991;

vu la loi sur la promotion de la culture du 15 novembre 1996 et le règlement du 7 juillet 1999;

vu les dispositions de l'article 19 de l'ordonnance fédérale sur la formation en matière d'économie familiale;

sur la proposition du département de l'éducation, de la culture et du sport et du département des transports, de l'équipement et de l'environnement,

arrête:

Art. 1 Champ d'application

¹Le présent règlement concerne l'achat, la construction, l'agrandissement des édifices et des locaux scolaires destinés à l'enseignement public de la scolarité obligatoire ainsi que la rénovation qui touche la structure, l'enveloppe des bâtiments et la location des locaux mis temporairement à la disposition des communes. L'aménagement des places de récréation ou de gymnastique, les bibliothèques scolaires ou de lecture publique sont également soumis au présent règlement. ²

²Il s'applique aux écoles communales et régionales de même que, par analogie, à toutes les constructions scolaires subventionnées par l'Etat.

Art. 2 Moyens d'enseignement

Les moyens qui sont indispensables à l'enseignement font l'objet de dispositions particulières non comprises dans le présent règlement.

Chapitre 1: Programme de construction

400.200

- 2 -

Section 1: Planification générale et réservation des terrains

Art. 3 Planification à long terme

¹ Les communes définissent leur politique générale des constructions scolaires en tenant compte:

- des normes relatives à l'aménagement du territoire;
- de l'évolution prévue de la population et des naissances;
- des locaux existants et de leurs possibilités de transformation;
- des centralisations et des décentralisations souhaitables;
- des collaborations possibles avec les autres communes;
- de leur situation financière.

² Elles s'assurent à cet effet la collaboration du département de l'éducation, de la culture et du sport (appelé ci-après le département).

³ Les éléments de planification scolaire doivent être constamment tenus à jour et adaptés à l'évolution de la situation.

Art. 4 Terrains

¹ Le plan d'aménagement local doit prévoir la réservation des terrains nécessaires aux besoins scolaires.

² La réservation des terrains est soumise à l'approbation du département. Les critères suivants doivent être pris en considération:

- situation géographique;
- tranquillité;
- ensoleillement;
- nuisances;
- conditions géologiques, topographiques et morphologiques;
- sécurité des accès piétons;
- accès routiers;
- possibilité d'extension.

³ Les surfaces des terrains à prendre en considération doivent comporter:

- l'aire d'emprise des bâtiments;
- les espaces nécessaires à l'aménagement des cours de récréation, des places de jeux, de gymnastique et de sports ainsi que des préaux couverts;
- les espaces verts.

⁴ La valeur totale des surfaces indiquées ci-dessus doit en principe correspondre à 500 m² par salle de classe de base admise par le département.

Art. 5 Construction par étapes

Une construction scolaire d'une certaine importance dont la totalité ne serait pas utilisée dans un délai prévisible de dix ans doit être réalisée par étapes. En ce cas, un plan d'ensemble de l'oeuvre est établi, définissant clairement la succession des travaux.

Section 2: Ordre de priorité

Art. 6 ² Possibilités financières et priorités

Le subventionnement de constructions scolaires doit tenir compte de l'état des finances cantonales. En cas d'insuffisance des disponibilités budgétaires,

l'ordre de priorité est en règle générale le suivant:

- a) construction de salles de classes nécessitées par la croissance démographique;
- b) remplacement de locaux vétustes devenus impropres à l'enseignement;
- c) réfection de bâtiments anciens;
- d) construction de salles de gymnastique et de bibliothèques;
- e) aménagement de places de récréation, de jeux et de gymnastique.

Art. 7 Degrés d'urgence pour l'équipement en salles de gymnastique
L'équipement des communes et des régions en salles de gymnastique tient compte de l'ordre de priorité suivant:

- a) établissements appliquant un programme à maîtres multiples;
- b) communes ou régions encore totalement dépourvues de salle de gymnastique;
- c) communes ou régions non encore équipées pour permettre à toutes les classes de disposer du nombre d'heures d'éducation physique prévu par les directives en la matière.

Section 3: Centralisation et décentralisation

Art. 8 Opportunité

L'opportunité d'une centralisation scolaire doit être examinée en fonction des critères suivants:

- besoins de l'enseignement;
- coût des investissements;
- coût des transports;
- frais de salaires et de fonctionnement.

Art. 9 Centralisation obligatoire

Une centralisation est obligatoire, au degré primaire, dans les cas suivants :

- a) dès que l'effectif d'une école se réduit à vingt élèves et que ce nombre ne va pas subir d'augmentation durant les trois prochaines années;
- b) lorsqu'une agglomération, distante de moins de quatre kilomètres d'un centre scolaire, ne compte plus que deux classes à plusieurs degrés et qu'il y aurait lieu d'y construire de nouveaux locaux;
- c) dans certains cas particuliers décidés par le Conseil d'Etat.

Art. 10 Centralisations conseillées

¹Sont en outre conseillées, soit sur le territoire d'une même commune, soit entre plusieurs communes, les centralisations suivantes:

- a) afin d'éviter une nouvelle construction, lorsque le temps de marche jusqu'au centre voisin ne dépasse pas 20 minutes;
- b) lorsqu'il n'existe qu'une seule classe à tous les degrés;
- c) lorsqu'il n'existe que deux classes à plusieurs degrés et que le temps de déplacement jusqu'au centre le plus rapproché n'excède pas 20 minutes en car.

²Une centralisation peut parfois être avantageusement remplacée par un échange d'élèves.

400.200

- 4 -

Art. 11 Ecoles de quartier

Dans les villes ou dans les agglomérations importantes, la création de nouveaux locaux peut revêtir la forme d'écoles de quartier destinées à recevoir des élèves des classes enfantines et des deux premiers degrés de l'enseignement primaire, si les conditions suivantes sont remplies:

- a) l'école de quartier se situe à 500 mètres au moins du centre scolaire le plus rapproché;
- b) les dangers de la circulation imposent une telle solution;
- c) l'école de quartier reçoit au minimum deux classes à effectifs normaux;
- d) la création de l'école de quartier ne porte pas préjudice à l'organisation rationnelle de l'enseignement dans le centre scolaire le plus rapproché.

Section 4: Programme de réalisation

Art. 12

¹Le programme des locaux est déterminé sur la base du nombre d'élèves en fonction des normes relatives aux ouvertures et suppressions de classes fixées par le Conseil d'Etat.

²La correspondance entre le nombre d'élèves, le nombre de classes et le nombre de locaux à créer s'établit en général selon les tabelles qui figurent en annexe I pour l'enseignement primaire et annexe II pour le cycle d'orientation.

Chapitre 2: Normes de construction

Section 1: Généralités

Art. 13 Répartition des activités

La localisation des activités dans le bâtiment et leur répartition aux différents étages doit tenir compte des principes suivants:

- groupement des activités de même nature;
- séparation entre zones calmes et zones bruyantes;
- organisation claire et réduite des circulations.

Art. 14 Polyvalence des locaux

¹Afin d'obtenir un coefficient maximum d'occupation des surfaces de plancher, le principe de la polyvalence des locaux doit être appliqué par le regroupement en un même lieu des activités qui ne nécessitent qu'un temps d'utilisation hebdomadaire limité.

²L'utilisation des locaux d'enseignement pour des besoins parascolaires, culturels ou autres ne doit pas perturber la bonne marche de l'école.

Art. 15 Etages

¹En règle générale, les bâtiments scolaires comportent au plus cinq étages.

²Le Conseil d'Etat est toutefois compétent pour admettre des exceptions si des circonstances particulières le justifient, notamment dans le cas de problèmes d'intégration au site.

Art. 16 Surfaces de circulation

¹ La largeur des corridors et des escaliers dépend du nombre d'élèves qui y ont accès. Il est toutefois prescrit une largeur de circulation de 2,4 m au moins pour les corridors et de 1,2 m au moins pour les escaliers et les portes de sortie de l'immeuble; ces dernières s'ouvrent à l'extérieur.

² Les vestiaires doivent être disposés dans les dégagements, à proximité de chaque salle de classe.

Art. 17 Hauteur des salles de classe

La hauteur des salles de classe (vide d'étage) doit être de 2,8 m au minimum. Les auditoriums en gradins font l'objet de dispositions spéciales à étudier de cas à cas.

Art. 18 Forme des salles de classe

¹ Les possibilités d'éclairage naturel déterminent, pour une part considérable, la forme des salles de classe:

- un éclairage unilatéral permet une profondeur pouvant atteindre au maximum 7 m;
- un éclairage mixte comportant un apport principal de lumière depuis la gauche et un apport supplémentaire provenant de la paroi arrière, du corridor ou zénithal permet une profondeur de salle pouvant atteindre 8 m au maximum;
- un éclairage mixte autorise la construction de salles de forme carrée.

² Les baies vitrées principales se situent à gauche par rapport à la position normale des élèves.

Art. 19 Confort et technique

Afin que soient créées des conditions de travail agréables à l'école, les dispositions adéquates doivent être prises en ce qui concerne les éléments suivants:

- éclairage;
- isolation thermique et phonique;
- ventilation;
- protection solaire;
- acoustique.

Art. 20 Techniques de construction

Les bâtiments doivent être conformes aux normes en vigueur en matière de feu, de sécurité, de résistance aux séismes, d'éclairage, de protection contre le bruit et d'économie d'énergie.

Art. 21 Handicapés

Les barrières architecturales doivent être éliminées. Dans les cas où le fait de rendre la totalité du bâtiment accessible aux handicapés représente des coûts disproportionnés, au minimum un étage, une salle de classe normale et toutes les salles spéciales doivent être accessibles aux handicapés.

400.200

- 6 -

Art. 22 Décoration et art appliqué

¹La réalisation d'oeuvres d'art dans le cadre de la construction ou de l'aménagement de bâtiments scolaires est recommandée.

²Les projets peuvent faire l'objet d'un concours organisé conformément à la loi sur la promotion de la culture. Ils sont soumis à l'approbation du département.

³Il est souhaitable de réserver une partie de la décoration à l'initiative et au talent des enfants, au moyen de supports interchangeables.

Art. 23 Locaux annexes

¹Les locaux de service, toilettes, dépôts, sont aménagés de manière fonctionnelle et économique.

²Il est recommandé d'aménager un appartement pour le concierge dans tout complexe scolaire important. Cet appartement n'est cependant pas subventionné.

³Si les circonstances l'exigent, des locaux extra-scolaires non subventionnés peuvent être inclus dans le programme de construction à condition qu'ils ne portent pas préjudice à l'école et à son environnement. On veillera en particulier à aménager des entrées distinctes afin d'établir clairement la séparation entre la partie scolaire et les locaux extra-scolaires d'un même bâtiment.

Section 2: Dimensions et aménagement des salles de classe

Art. 24 Salles de classe standards

¹Sont considérés comme salles de classe standards les locaux dans lesquels est donné l'enseignement des branches générales. La surface d'une salle standard est de 72 m². Des surfaces inférieures peuvent être autorisées par le département.

²En règle générale, les locaux et places de jeux des classes enfantines doivent être situés de façon à ne pas gêner le travail des autres classes et réciproquement.

Art. 25 Salles spéciales

¹Les salles spéciales sont celles qui nécessitent des aménagements particuliers, en raison de leur destination propre, des exigences de certaines disciplines ou de la nature des groupes d'élèves qui y sont reçus.

²Les salles et locaux spéciaux pour l'enseignement primaire sont les suivants:

- la salle d'activité créatrice manuelle et textile (ACM/ACT) (72 m²);
- la salle de chant (voir annexe);
- la bibliothèque (voir art. 34);
- la salle des maîtres (voir annexe);
- le local pour l'appui et le soutien pédagogiques (voir annexe);
- les locaux administratifs (voir annexe).

³Les salles et locaux spéciaux pour le cycle d'orientation sont:

- salle de sciences y.c. local de préparation (108 m²);
- salle de dessin, y compris rangement et préparation (72 m²);

- salle d'informatique (72 m²);
- salle de chant et de musique (72 m²);
- salle multi-activité (voir annexe);
- salle d'étude (voir annexe);
- travaux manuels métal, y compris rangement (108 m²);
- travaux manuels bois, y compris rangement (108 m²);
- travaux manuels, y compris rangement (72 m²);
- économie familiale + repassage (voir annexe);
- la cuisine, la salle à manger et l'économat (voir annexe);
- les locaux administratifs (voir annexe);
- la salle des maîtres (voir annexe);
- la bibliothèque (voir art. 34).

⁴Les salles de classe AI et de développement font l'objet de directives spéciales du département, de l'OFAS et, le cas échéant, du Département fédéral de justice et police.

Art. 26 Aménagement et équipement des salles de classe

a) Les installations fixes (subventionnées) comprennent:

- tableau et écran de projection;
- lavabo;
- armoires de rangement;
- porte-cartes;
- panneaux d'exposition.

b) Le mobilier (non subventionné) comprend:

- pupitre du maître;
- pupitres à deux places ou tables individuelles pour les élèves réglables en hauteur;
- chaises.

Art. 27 Aménagement et équipement des salles spéciales

¹Les salles spéciales sont conçues et équipées en fonction de l'activité exercée dans chaque local.

²L'aménagement requis pour les locaux types de chaque discipline fait l'objet de directives périodiques du département.

Section 3: Salles de gymnastique

Art. 28 Nombre et dimension des salles

¹Le nombre de salles de gymnastique doit être suffisant pour permettre d'assurer le nombre d'heures d'éducation physique prévu par les normes en vigueur.

²Dans la pratique entrent en considération les possibilités financières des communes et de l'Etat ainsi que l'ordre de priorité défini aux articles 6 et 7 du présent règlement.

³Les dimensions minimales de la salle de gym sont les suivantes: 12 x 24 x 6 mètres.

400.200

- 8 -

Art. 29 Situation

Autant que faire se peut, les salles de gymnastique sont intégrées aux groupes scolaires; dans tous les cas, elles se situent à proximité de ceux-ci; lorsque les salles de gymnastique sont prévues également pour des utilisations extra-scolaires, il y a lieu d'aménager des entrées et des toilettes séparées.

Art. 30 Locaux accessoires

Une salle de gymnastique doit posséder les locaux accessoires suivants:

- un local d'engins, d'au minimum 70 m², communiquant directement avec la salle;
- deux vestiaires avec douches de 35 m² chacun;
- un local pour le maître de 15 m² servant également de poste de premier secours.

Art. 31 Scène fixe

Si une scène fixe s'ajoute aux dimensions de la salle, le volume supplémentaire est subventionné. Ces dispositions ne s'appliquent toutefois qu'à une salle par centre scolaire mais au maximum, dans la même agglomération, à une salle pour 5'000 habitants.

Art. 32 Exigences de construction

Les exigences de construction fixées par les "normes fédérales" de l'EFGS doivent être respectées, en particulier sur les points suivants:

- sol élastique non glissant;
- parois lisses, sans embrasures ni parties saillantes;
- éclairage naturel suffisant;
- aération suffisante.

Art. 33 Equipement des salles

L'équipement des salles en engins fixes et mobiles est arrêté par le maître de l'oeuvre selon les directives émises périodiquement par le département.

Section 4: Bibliothèques et médiathèques

Art. 34

¹Les trois types de bibliothèques sont : la bibliothèque scolaire, la bibliothèque mixte qui est à la fois scolaire et publique et la bibliothèque de lecture publique. La Médiathèque Valais vérifie la conformité du projet avec le plan directeur des bibliothèques et centres de documentation valaisans (art. 28 du règlement sur la promotion de la culture du 7 juillet 1999) et avec les directives spécifiques du département.

²Dans la mesure du possible, la bibliothèque à usage scolaire est intégrée au groupe scolaire ou située à proximité; lorsque la bibliothèque est à la fois scolaire et de lecture publique, il y a lieu d'aménager des entrées et des toilettes séparées.

³L'aménagement et l'équipement des bibliothèques sont arrêtés par le maître d'oeuvre d'entente avec la Médiathèque Valais.

Section 5: Aménagements extérieurs**Art. 35**

L'aire scolaire est répartie en plusieurs zones distinctes de par leur affectation. Elle comprend:

a) la zone des accès et de circulation

Les accès des véhicules et des piétons doivent être complètement distincts. Des places de stationnement pour véhicules peuvent être admises au subventionnement. Un espace couvert suffisant pour abriter les cycles et cyclomoteurs doit être prévu dans cette zone.

b) la zone de récréation et de jeux

Les préaux et places de jeux doivent être accessibles directement du bâtiment et situés dans une zone ensoleillée et à l'abri des vents dominants. Des préaux couverts peuvent être prévus. Ils ne dépassent pas 10 m² par salle de classe de base.

c) la zone sportive extérieure

La zone sportive extérieure doit se situer en un endroit ne troublant pas la tranquillité des classes.

d) la zone de verdure

Une zone de verdure comprenant des surfaces gazonnées et des plantations doit être aménagée aux alentours du préau et des constructions. La recherche d'un équilibre harmonieux avec le voisinage est déterminante quant à l'étendue et à la composition de cette zone.

Chapitre 3: Procédure**Art. 36** Commission de construction

¹Le conseil communal est responsable de l'établissement du programme de construction. Il peut déléguer ses compétences à la commission scolaire ou à une commission "ad hoc". Dans tous les cas, la commission scolaire et le personnel enseignant sont consultés. Un contact permanent est établi avec le département.

²La chronologie des étapes des procédures définies aux articles 37 et 38 doit être strictement respectée.

Art. 37 Procédure réduite

¹Les cas d'importance faible ou moyenne dont le devis total représente une dépense comprise entre 50'000 et 500'000 francs font l'objet de la procédure réduite décrite ci-après:

1. Requête auprès du département avec justification des besoins et présentation du programme des travaux;
2. Décision de principe du département;
3. Elaboration du projet et du coût définitif sur la base des propositions d'adjudication;
4. Présentation du dossier en deux exemplaires au département;
5. Décision du Conseil d'Etat ou du département et approbation des propositions d'adjudication sur la base des préavis des différents services compétents;
6. Exécution des travaux;

400.200

- 10 -

7. Présentation des comptes au département (selon CFC à 3 chiffres; factures et justificatifs de paiements originaux);
8. Approbation des comptes par les services compétents.

² L'attribution des mandats et l'adjudication des travaux se fait sur la base des dispositions sur les marchés publics en vigueur.

Art. 38 Procédure normale

Les cas dont le devis total représente une dépense supérieure à 500'000 francs font l'objet de la procédure administrative décrite ci-après:

1. Requête

L'administration ou l'organe qui en tient lieu présente au département une requête avec justification du projet: nécessité, rationalité et exposé des motifs, accompagnée des pièces suivantes en deux exemplaires:

- a) des propositions quant au choix de l'emplacement (uniquement pour les nouvelles constructions et les transformations importantes);
- b) le plan de situation (uniquement pour les nouvelles constructions et les transformations importantes);
- c) le programme des locaux;
- d) une estimation sommaire du coût des travaux (CFC à 1 chiffre).

Toute requête ne répondant pas à ces exigences est retournée pour être complétée.

2. Examen préalable et approbation du programme

Le département procède à un examen préalable et approuve le choix de l'emplacement et le programme de construction.

3. Attribution du mandat d'architecte et des mandats d'étude

L'attribution des mandats se fait sur la base des dispositions sur les marchés publics en vigueur.

En principe:

- pour les montants d'honoraires inférieurs à 50'000 francs, l'attribution se fera sur la base de la procédure de gré à gré (mandat direct);
- pour les montants d'honoraires compris entre 50'000 et 250'000 francs, l'attribution se fera sur la base de la procédure sur invitation (commandes d'avant projets);
- pour les montants d'honoraires de plus de 250'000 francs, l'attribution se fera sur la base des procédures ouverte ou sélective (concours d'architecture).

Les concours doivent être organisés selon le règlement SIA 142, règlement des concours d'architecture et d'ingénierie, et les commandes d'avant-projets selon l'annexe relative aux mandats d'études parallèles du règlement SIA 142.

4. Avant-projet et estimation sommaire des coûts de construction (SIA 102 / 31 version 2003)

Le maître d'oeuvre adresse au département l'avant-projet et l'estimation sommaire du coût de construction selon le détail suivant:

- un plan de situation, échelle 1/500 avec implantation de l'ouvrage projeté;
- un jeu de plans, façades et coupes, échelle 1/200, comprenant:
 - a) la désignation des surfaces et locaux;
 - b) le dessin de l'ameublement;
 - c) le profil du terrain.
- l'estimation sommaire du coût de construction (CFC à 2 chiffres).

5. Approbation de l'avant-projet et de l'estimation sommaire du coût de construction

Le département se prononce sur l'avant-projet et l'estimation sommaire des coûts de construction et détermine le montant approximatif admis au subventionnement.

6. Projet de l'ouvrage et devis général (SIA 102 / 4.32 version 2003)

Le maître d'oeuvre adresse le projet de l'ouvrage et le devis général au département accompagnés des documents suivants en 2 exemplaires:

- un plan de situation officiel à l'échelle 1/500 avec implantation de l'ouvrage et distances aux limites;
- les plans - façades et coupes - à l'échelle 1/100 - 1/50 sur lesquels figurent particulièrement les indications suivantes:

- a) les dimensions principales;
- b) la désignation et la surface des locaux;
- c) le dessin de l'ameublement;
- d) le profil du terrain;

- le devis général, établi selon le code des frais de construction (CFC à 3 chiffres), avec mention de l'indice suisse des prix à la construction sur lequel il est fondé. Pour l'indice voir sous (<http://www.bbl.admin.ch>)
- le calcul du cube SIA selon la norme 116, accompagné d'un schéma de calculation contrôlable
- le calcul du prix au mètre cube selon les frais du CFC 2;
- le descriptif de la construction et des matériaux prévus;
- le cahier des exigences énergétiques et techniques signé par les mandataires (formulaire à demander au service des bâtiments, monuments et archéologie);
- Le plan de financement ainsi que les attestations prouvant que les crédits nécessaires ont été accordés et que leur consolidation est assurée.

Les bâtiments de salles de classes, les salles de gymnastiques et les locaux extra-scolaires (abris publics, locaux communaux, etc.) doivent faire l'objet de devis séparés.

7. Décision de subvention

La décision de subvention du Conseil d'Etat ou du Grand Conseil porte sur le projet de l'ouvrage et le devis général.

8. Mise en soumission et adjudication

La mise en soumission de tous les travaux doit se faire selon les dispositions sur les marchés publics en vigueur.

9. Exécution des travaux

En aucun cas, le chantier ne doit être ouvert avant l'approbation du projet de l'ouvrage, l'octroi de la subvention par le département, respectivement par le Conseil d'Etat et par le Grand Conseil et l'obtention de l'autorisation de construire par l'autorité compétente.

Art. 39 Modification du programme de construction

Toute modification du programme de construction en cours d'exécution doit être soumise au préalable à l'approbation de l'autorité cantonale compétente, sous peine d'une réduction partielle ou totale de la subvention promise. Si la modification du programme de construction entraîne des coûts supplémentaires par rapport au crédit initial, elle doit faire l'objet d'une demande préalable de crédit complémentaire.

400.200

- 12 -

Art. 40 Présentation du décompte final

¹ Les travaux terminés et les comptes bouclés, le maître de l'oeuvre adresse au département les documents suivants:

1. la récapitulation des frais d'après CFC, ceci séparément pour chaque ouvrage (bâtiment de salles de classe, salle de gym, locaux extra-scolaires), en double exemplaire;
2. une attestation du maître d'oeuvre (compte bancaire ou CCP) de même que les factures originales correspondantes, classées par CFC;
3. les dates du début et de l'achèvement des travaux;
4. une explication des variations des coûts entre le devis et le décompte final; ainsi que le calcul du renchérissement selon article 41 alinéa 2.
5. un jeu de plans, façades et coupes selon exécution;
6. le "label minergie" ou une dérogation accordée par le service de l'énergie.

² Les comptes définitifs doivent être présentés au département au plus tard dans un délai de deux ans après la mise en service de l'oeuvre.

Art. 41 Approbation du décompte final

¹ Le décompte final de la subvention est arrêté par le Conseil d'Etat ou le département après contrôle et reconnaissance des travaux par le SBMA.

² Les variations de "l'indice suisse des prix à la construction" sont prises en considération de la manière suivante:

- évolution intégrale de l'indice entre la date du devis et la date de la décision de subventionnement.
- 1/3 de l'évolution de l'indice entre la date de la décision de subventionnement et la date de la fin des travaux.

Art. 42 Paiement de la subvention

¹ Sur présentation d'une situation détaillée des travaux et des paiements accomplis et selon les disponibilités budgétaires de l'Etat, des acomptes de subventions peuvent être versés en cours d'exécution de l'oeuvre. Ils ne peuvent cependant excéder le 80 pour cent du montant de la subvention promise.

² Le solde de la subvention est payé après la décision d'approbation des comptes selon l'échéance déterminée lors de la promesse de subvention de l'Etat.

Chapitre 4: Taux et modalités de la subvention

Section 1: Etendue de la subvention

Art. 43¹ Dépenses subventionnées

¹ Sont considérées comme dépenses d'achat, de construction, d'agrandissement et de transformation admises au subventionnement celles qui figurent sous les postes suivants:²

- a) concours ou commandes d'avant-projet;
- b) coût de construction selon programme des locaux admis par l'Etat;
- c) aménagements extérieurs;

- d) oeuvre d'art, jusqu'à concurrence de deux pour cent du coût du CFC 2 Bâtiment admis au subventionnement;
- e) équipement des salles de gymnastique et des bibliothèques;
- f) installations fixes (armoires, tableaux, écrans, porte-carte) selon article 26 lettre a du présent règlement;
- g) aménagement et équipement des salles spéciales selon article 27 du présent règlement.

² Sont considérées comme dépenses de rénovation admises au subventionnement celles qui touchent à l'enveloppe et à la structure du bâtiment comme: ²

- a) couverture;
 - b) statique;
 - c) façades;
 - d) fenêtres + stores;
- ou celles qui concernent les interventions sur les installations techniques et autres mesures permettant des économies d'énergie.

³ Sont également admises au subventionnement les dépenses de location selon les dispositions de l'article 46 du présent règlement.

⁴ Les cas représentant un montant subventionnable égale ou inférieure à 50'000 francs ne sont pas pris en considération pour le subventionnement.

Art. 44 Dépenses non subventionnées

Ne sont pas admises au subventionnement les autres dépenses résultant notamment des postes suivants:

- a) terrain (CFC 0);
- b) travaux préparatoires, analyse du sol, raccordements d'eau, d'égouts et d'électricité et accès (CFC 1);
- c) bassin de natation (CFC 2);
- d) locaux extra-scolaires (CFC 2);
- e) logement du personnel enseignant et du concierge (CFC 2);
- f) aménagement de scènes fixes ou mobiles (CFC 3);
- g) intérêts intercalaires (CFC 5);
- h) frais administratifs; première pierre, bouquet, inauguration, (CFC 5);
- i) mobilier, selon dispositions de l'article 26 lettre b du présent règlement (CFC 9);
- j) entretien des édifices et des constructions de moins de 40 ans, excepté les travaux figurants à l'article 43 alinéa 2, sauf si ces travaux sont liés à une réfection totale du bâtiment. Dans ce cas un calcul prorata temporis est effectué, sur la base du montant forfaitaire admis pour une construction neuve.

Art. 45 Suppression ou diminution de la subvention

¹ Les travaux de réfection rendus nécessaires à la suite d'une mauvaise qualité manifeste du bâtiment ne sont pas subventionnés.

² Lorsqu'une étude insuffisante ou de mauvaise qualité d'un projet nécessite de la part des services techniques de l'Etat des travaux importants dépassant ceux d'un contrôle approfondi, la contre-valeur des prestations fournies est déduite de la subvention.

400.200

- 14 -

Art. 46 Subvention à la location

¹L'Etat subventionne aux taux fixés à l'article 47, la location de bâtiments ou de locaux mis temporairement à la disposition des communes pour les besoins de l'enseignement. Les loyers entrant en considération pour le subventionnement ne doivent pas excéder cependant les prix normaux de location dans le secteur géographique considéré. ²

²L'Etat subventionne aux taux fixés à l'article 47, les locaux provisoires mis temporairement à disposition par les communes, pour les besoins de l'enseignement, notamment les pavillons scolaires préfabriqués. ²

³Cette subvention est versée chaque année jusqu'à concurrence du montant versé en cas de subventionnement à l'investissement d'une construction similaire (par unité de base).

Section 2: Taux de subventionnement

Art. 47 ² Taux de la subvention

Les dépenses faisant l'objet des articles 43 et 46 du présent règlement sont subventionnées à raison de 30 pour cent.

Art. 48 ²

Abrogé

Section 3: Mode de subventionnement

Art. 49 Bases

¹La base du subventionnement est le programme des locaux admis par le département.

²Les travaux de construction ou d'agrandissement de bâtiments scolaires, bibliothèques et salles de gymnastique sont subventionnés sur la base de leur coût effectif mais au maximum sur la base d'un montant forfaitaire par unité.

³Le montant forfaitaire à l'unité comprend la surface de la salle d'enseignement et les surfaces annexes qui s'y réfèrent (circulation, vestiaires, sanitaires...). Il se monte à 300'000 francs valeur au 1er avril 2000 pour une unité de 72 m².

⁴Pour les locaux dont la surface est inférieure à 72 m² le montant est réduit proportionnellement.

⁵Ce montant est indexé deux fois par année suivant l'indice suisse des coûts à la construction.

⁶Le SBMA contrôle périodiquement (au moins tous les cinq ans, la première fois en 2010) la concordance du montant forfaitaire à l'unité avec le coût réel de construction en se basant sur les décomptes finaux de bâtiments récents. En cas de modification, sur proposition du département, le Conseil d'Etat décide des ajustements à apporter.

Art. 50 Transformations et réfections

Les cas de transformation, de réfection ou de rénovation sont analysés par le SBMA sur la base de la durée de vie des éléments de construction selon le système en vigueur pour les bâtiments de l'Etat. Le montant maximal admis au subventionnement ne peut dépasser celui d'une construction neuve.

Art. 51 Salles de gymnastiques et scène

¹ Les salles de gymnastiques sont converties en unités.

² La salle de 12 / 24 m (288 m²) correspond à 6.5 unités; la scène correspond à 0.45 unité.

³ La commune a la possibilité de construire une salle plus grande. Les coûts supplémentaires ne sont pas subventionnés.

Art. 52 Constructions en montagne

Pour tenir compte du coût, en général plus élevé, des constructions en montagne une augmentation de cinq pour cent du montant admis pour le CFC 2 bâtiment peut être acceptée pour les bâtiments se situant au-dessus de 750 m d'altitude.

Art. 53 Minergie

Les coûts liés à l'application du standard minergie qui dépassent les cinq pour cent compris dans le montant forfaitaire admis pour le CFC 2, sont subventionnés par le service de l'énergie.

Art. 54 Subventionnement par CFC

- CFC 0 - Terrain: non subventionné
- CFC 1 - Travaux préparatoires: non subventionné
- CFC 2 - Bâtiment: le subventionnement se base sur le coût de construction "d'une unité de 72 m²".
- CFC 3 - Equipement d'exploitation: compris dans le montant forfaitaire.
- CFC 4 - Aménagements extérieurs
Ils sont subventionnés de la manière suivante :
- surface aménagée	50.--/m ²
- surface en revêtement dur	70.--/m ²
- surface en revêtement sportif synthétique	200.--/m ²
- la surface maximale admise ne dépassera pas la surface de terrain recommandée selon article 4 alinéa 4 moins la surface d'emprise au sol des bâtiments.
- CFC 5 - Frais secondaires
Seuls les frais de concours ou de commande d'avant-projets sont subventionnés.
- CFC 9 - Ameublement et décoration
Ils sont subventionnés sur la base des montants forfaitaires suivants, par unité de 72 m² admise:
Salle de classe normale:	Fr. 12'000.--

Bibliothèque:	Fr. 50'000.--
Salle d'informatique :	Fr. 12'000.--
Atelier bois:	Fr. 25'000.--
Atelier métal:	Fr. 25'000.--
Travaux manuels / ACM/ACT:	Fr. 18'000.--
Economie familiale:	Fr. 25'000.--
Cuisine + salle à manger:	Fr. 37'000.--
Sciences naturelles :	Fr. 25'000.--
Dessin:	Fr. 12'000.--
Chant et musique:	Fr. 12'000.--
Salle des maîtres:	Fr. 2'000.--
Salle de gymnastique:	Fr. 12'000.--
Appui ou soutien:	Fr. 12'000.--
Scène:	Fr. 0.--
Décoration et oeuvre d'art:	selon art. 22 et 43 al. 1 lettre d

Ces montants sont revus périodiquement au minimum tous les cinq ans.

Chapitre 5: Dispositions diverses et finales

Art. 55 Obligations des communes

¹ Les communes sont tenues d'assurer à leurs frais un entretien parfait et constant des objets subventionnés. Par entretien au sens de l'article 44 lettre j, on entend les travaux de nettoyage, de réparations diverses et ceux nécessaires au maintien de la valeur du bâtiment. Il s'agit notamment des rafraîchissements et des renouvellements des revêtements.

² Les communes éditent un règlement d'école à l'attention des enseignants et des élèves de façon à assurer l'ordre, la propreté et la conservation du matériel, du mobilier, des locaux et des abords de l'école.

Art. 56 Affectation à une autre destination

Si des immeubles scolaires subventionnés par l'Etat sont affectés à des fins extra-scolaires avant l'expiration d'un délai de quarante ans, les subventions de l'Etat doivent être remboursées à raison de 2.5 pour cent pour chaque année à courir jusqu'à l'expiration du délai mentionné ci-dessus. Sont réservés les cas dans lesquels cette désaffectation est indépendante de la volonté communale.

Art. 57 Dispositions transitoires

Tous les dossiers qui ont fait l'objet d'une décision de principe du département avant l'entrée en vigueur des présentes normes et directives sont traités sur la base des normes et directives de 1975 à condition qu'une suite au dossier soit donnée dans un délai d'une année dès l'entrée en vigueur du présent règlement.

Art. 58 Recours

Tout différend pouvant surgir de l'application du présent règlement est tranché par le département, sous réserve de recours au Conseil d'Etat dans un délai de

30 jours.

Art. 59 Entrée en vigueur

¹Le présent règlement sera publié au Bulletin officiel pour entrer en vigueur le 1^{er} mars 2005.

²Il abroge les normes et directives concernant les constructions scolaires du 30 juillet 1975 ainsi que toutes les autres dispositions contraires.

Ainsi arrêté en Conseil d'Etat à Sion, le 23 mars 2005.

Le président du Conseil d'Etat: **Jean-René Fournier**

Le chancelier d'Etat: **Henri v. Roten**

Intitulé et modifications	Publication	Entrée en vigueur
	BO No 16/2005	1.03.2005
¹ Modification du 15.02.2006	BO No 8/2006	1.01.2006
² Modification du 21.12.2011	BO No 1/2012	1.01.2012